

Art. 5. À l'article 11 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, 1°, la date « 31 juillet 2021 » est remplacée par la date « 31 août 2021 » ;

2° dans le même paragraphe, 1°, la date « 30 avril 2021 » est remplacée par la date « 31 mai 2021 » ;

3° dans le même paragraphe, 2°, la date « 1 septembre 2021 » est remplacée par la date « 31 octobre 2021 ».

Art. 6. Dans l'article 12, alinéa 1^{er}, du même arrêté, la date « 1 septembre 2021 » est remplacée par la date « 31 octobre 2021 ».

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 2021.

Art. 8. Le ministre flamand compétent pour l'administration intérieure et la politique des villes et le ministre flamand compétent pour le bien-être et la lutte contre la pauvreté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'exécuter le présent arrêté.

Bruxelles, le 7 mai 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Administration intérieure, de la Gouvernance publique,
de l'Insertion civique et de l'Égalité des Chances,
B. SOMERS

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique,
de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,
W. BEKE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/31494]

6 MAI 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, article 149, 9 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 décembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 décembre 2020;

Vu l'avis n° 11 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 2 février 2021 ;

Vu la concertation prévue par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Communauté française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, sollicitée le 22 mars 2021 ;

Vu l'avis n° 69.005/2 du Conseil d'Etat, donné le 31 mars 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'en exécution de l'article 47 du décret abrogé du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse le personnel des services agréés du secteur de l'Aide à la Jeunesse pouvaient bénéficier d'une allocation de fin d'année calculée sur base des dispositions accordant une telle allocation aux agents de la fonction publique du Gouvernement de la Communauté française ;

Considérant que la disposition prévue au point A., 3°, a), de l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française abrogé du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse prévoyait que les services agréés pouvaient octroyer une allocation de fin d'année calculée sur la base des dispositions accordant une telle allocation aux agents de la fonction publique du Gouvernement de la Communauté française, conformément aux articles 31, § 2, et 34, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 précité ;

Considérant que l'article 149, § 9, du décret du 18 janvier 2018 précité habilite le Gouvernement à déterminer les modalités de calcul et d'octroi des subventions des services agréés ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 précité ne permet pas aux services agréés de justifier l'utilisation de la subvention de frais de personnel par le paiement de l'allocation de fin d'année, contrairement à ce que prévoyait l'exécution de l'article 47 du décret abrogé du 4 mars 1991 précité ;

Considérant qu'il n'est pas dans l'intention du Gouvernement d'intégrer le montant de l'allocation de fin d'année dans le calcul de la subvention pour frais de personnel, de sorte que le présent arrêté vise à préciser que les services agréés ont la faculté de justifier l'octroi de ladite allocation en utilisant le reliquat de la subvention pour frais de personnel restant pour le triennat en cours ;

Considérant que le secteur de l'Aide à la Jeunesse ne doit pas être préjudicié par rapport à des droits anciennement acquis, tels que l'octroi d'une allocation de fin d'année ;

Considérant que le personnel des services agréés a touché cette prime durant plusieurs années, la nouvelle réglementation porte atteinte à un droit acquis, désormais les institutions ne peuvent justifier la dépense comme frais de personnel, et doivent verser la prime sur leurs fonds propres ;

Considérant qu'il y a lieu de permettre aux services agréés du secteur de l'Aide à la Jeunesse de verser une allocation de fin d'année à son personnel selon le solde restant de la subvention définitive pour frais de personnel, à l'instar de ce prévoiaient les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 précité ;

Considérant qu'une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019 permettrait aux services agréés de justifier cette dépense comme frais de personnel et de ne pas s'acquitter de cette dépense sur leurs fonds propres, ce qui mettrait certaines institutions en difficulté ;

Considérant que les services agréés, dans le cadre du triennat peuvent justifier des dépenses relatives à l'année 2019 ;

Considérant que la rétroactivité du présent arrêté se justifie par la nécessité de rétablir une disposition de soutien aux services agréés qui sont confrontés depuis 2019 à une dépense imprévue qui pèse désormais sur leurs finances et par extension sur leurs activités ;

Considérant la possibilité pour les services agréés d'utiliser la prime de fin d'années des services publics en justification de subventions pour frais de personnel pour l'année 2019, il s'avère nécessaire que l'arrêté entre en vigueur en 2019, et en tout cas, au moment où le paiement de la prime de fin d'année devra effectivement être envisagé et effectué par les services agréés, soit à partir du 1^{er} janvier 2019 et ce, afin d'en garantir la sécurité juridique ;

Sur proposition de la Ministre de l'Aide à la Jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 56 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret, il est inséré un paragraphe 1/1 rédigé comme suit :

« § 1^{er}/1. A partir du 1^{er} janvier 2019, la subvention pour frais de personnel visée à l'article 149, § 1^{er}, 1^o, du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse peut être justifiée par l'octroi d'un avantage complémentaire consistant en une allocation de fin d'année calculée sur base des dispositions accordant une telle allocation aux agents de la fonction publique du Gouvernement de la Communauté française.

Seul le solde restant de la subvention provisionnelle pour frais de personnel octroyée pour le triennat en cours et non justifié par application des règles fixées par le Gouvernement pour l'utilisation de ladite subvention peut être affecté au paiement de cet avantage complémentaire et être accepté comme dépenses permettant de justifier celle-ci.

L'allocation visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas prise en considération pour le calcul de la subvention visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er} ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Art. 3. Le Ministre qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 mai 2021.

Par le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/31494]

6 MEI 2021. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, artikel 149, 9;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, uitgebracht op 2 december 2020;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 10 december 2020;

Gelet op het advies van de Communautaire Raad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming van 2 februari 2021;

Gelet op het overleg voorzien in het kadersamenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende het intra-Frans overleg op het gebied van gezondheid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke beginselen die in deze aangelegenheden van toepassing zijn, gevraagd op 22 maart 2021;

Gelet op het advies nr. 69.005/2 van de Raad van State, uitgebracht op 31 maart 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het personeel van de erkende diensten van de sector hulpverlening aan de jeugd in uitvoering van artikel 47 van het opgeheven decreet van 4 maart 1991 betreffende de hulpverlening aan de jeugd in aanmerking kon komen voor een eindejaarstoelage, berekend op basis van de bepalingen die een dergelijke toelage toekennen aan de ambtenaren van de regering van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat de bepaling in punt A.,3, onder a), van bijlage 1 bij het opgeheven besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan de diensten bedoeld in artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de hulpverlening aan de jeugd, bepaalde dat de erkende diensten een eindejaarstoelage konden toekennen die werd berekend op basis van de bepalingen die een dergelijke toelage toekenden aan de ambtenaren van de regering van de Franse Gemeenschap overeenkomstig de artikelen 31, paragraaf 2, en 34, paragraaf 2, van het voornoemde besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999;

Overwegende dat artikel 149, § 9, van het voornoemde decreet van 18 januari 2018 de regering de bevoegdheid verleent om de berekeningswijze en de wijze van toekenning van subsidies voor erkende diensten vast te stellen;

Overwegende dat het voornoemde besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 de erkende diensten niet toestaat het gebruik van de subsidie voor personeelskosten te rechtvaardigen door de betaling van de eindejaarstoelage, in tegenstelling tot wat was bepaald in de uitvoering van artikel 47 van het voornoemde ingetrokken besluit van 4 maart 1991;

Overwegende dat het niet de bedoeling van de regering is om het bedrag van de eindejaarstoelage te integreren in de berekening van de personeelskostensubsidie, zodat dit besluit ertoe strekt te preciseren dat de erkende diensten de mogelijkheid hebben om de toekenning van die toelage te verantwoorden door gebruik te maken van het saldo van de personeelskostensubsidie dat voor het lopende triënnium overblijft;

Overwegende dat de sector van de hulpverlening aan de jeugd niet mag worden benadeeld ten opzichte van eerder verworven rechten, zoals de toekenning van een eindejaarsuitkering;

Overwegende dat het personeel van de erkende diensten deze bonus reeds verscheidene jaren ontvangt en dat de nieuwe reglementering derhalve inbreuk maakt op een verworven recht, aangezien voortaan de instellingen die uitgaven niet meer als personeelskosten kunnen rechtvaardigen en zij de bonus uit eigen middelen moeten betalen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de erkende diensten van de sector van de hulpverlening aan de jeugd toe te staan een eindejaarstoelage aan hun personeel uit te betalen overeenkomstig het saldo van de definitieve subsidie voor personeelskosten, zoals was bepaald in het voornoemde besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999;

Overwegende dat een inwerkingtreding op 1 januari 2019 de erkende diensten in staat zou stellen deze uitgaven als personeelskosten te verantwoorden en niet uit eigen middelen te betalen, waardoor sommige instellingen in moeilijkheden zouden komen;

Overwegende dat de erkende diensten, binnen het kader van de periode van drie jaar, de uitgaven met betrekking tot het jaar 2019 kunnen rechtvaardigen;

Overwegende dat de terugwerkende kracht van dit besluit gerechtvaardigd is door de noodzaak om opnieuw steun te verlenen aan de erkende diensten die sinds 2019 geconfronteerd worden met een onvoorziene uitgave die thans op hun financiën en bij uitbreiding op hun activiteiten weegt ;

Overwegende de mogelijkheid voor de erkende diensten om de eindejaarspremie van de openbare diensten te gebruiken ter rechtvaardiging van subsidies voor personeelskosten voor het jaar 2019, is het noodzakelijk dat het besluit in 2019 in werking treedt, en in ieder geval op het tijdstip waarop de betaling van de eindejaarstoelage daadwerkelijk door de erkende diensten moet worden overwogen en uitgevoerd, namelijk vanaf 1 januari 2019, teneinde de rechtszekerheid te waarborgen;

Op de voordracht van de minister van Hulpverlening aan de jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 56 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de goedkeuring en de toekenning van subsidies voor de in artikel 139 van het decreet bedoelde diensten, wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, die luidt als volgt:

“§ 1/1. Vanaf 1 januari 2019 kan de subsidie voor personeelskosten bedoeld in artikel 149, § 1, 1°, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming gerechtvaardigd worden door de toekenning van een bijkomende prestatie bestaande uit een eindejaarstoelage berekend op basis van de bepalingen die een dergelijke toelage toekennen aan de ambtenaren van de regering van de Franse Gemeenschap.

Alleen het overblijvende saldo van de voorlopige subsidie voor personeelskosten die voor de lopende periode van drie jaar is toegekend en niet wordt gerechtvaardigd door de toepassing van de regels die de regering voor het gebruik van die subsidie heeft vastgesteld, kan voor de betaling van deze aanvullende uitkering worden bestemd en als uitgaven worden aanvaard die deze rechtvaardigen.

De in het eerste lid bedoelde toelage wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van de in § 1, eerste lid, bedoelde subsidie.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

Art. 3. De minister bevoegd voor de hulpverlening aan de jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 mei 2021.

Voor de regering :

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY